



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 26 SEPTEMBRE 1903.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2835

Nominations

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, de nommer Conseillers en Loi du Roi, par commission, sous le Grand Sceau de la province, les personnes dont les noms suivent :
Section de Montréal.—MM. Albert Emmanuel deLorimier, Montréal ; Gonzalve Desaulniers, Montréal ; Charles James Fleet, Montréal ; Louis Arsène Lavallée, Montréal ; Louis Théophile Maréchal, Montréal ; Daniel McAvoy, Valleyfield, Camille Piché, Montréal.

Section de Québec.—MM. Charles Edouard Dorion, Québec ; Rodolphe Roy, Québec.

Section d'Ottawa.—M. Louis William Coutlée, Hull (Ottawa). 3037

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur, par ordre en conseil, en date du quatorze septembre 1903, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Pontiac.—MM. John Lawn, cultivateur, et Thomas Joseph McMannis, agent, de Campbell's Bay, dans le comté de Pontiac.

District de Montréal.—M. Alexander Donald Fraser, épiciier, de la cité de Montréal.

PROVINCE OF QUEBEC,

QUEBEC, SATURDAY, 26th SEPTEMBER, 1903

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2836

Appointments

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council, has been pleased to appoint as King's Counsels by commission under the great Seal of the province, the following persons, namely :

Section of Montreal.—Messrs. Albert Emmanuel deLorimier, Montreal ; Gonzalve Desaulniers, Montreal ; Charles James Fleet, Montreal ; Louis Arsène Lavallée, Montreal ; Louis Théophile Maréchal, Montreal ; Daniel McAvoy, Valleyfield ; Camille Piché, Montreal.

Section of Quebec.—Messrs. Charles Edouard Dorion, Quebec ; Rodolphe Roy, Quebec.

Section of Ottawa.—Mr. Louis William Coutlée, Hull (Ottawa). 2038

His Honor the Administrator has been pleased, by order in council, dated the fourteenth of September, 1903, to associate to the commission of the peace for the district of Pontiac.—Messrs. John Lawn, farmer, and Thomas Joseph McMannis, agent, of Campbell's Bay, in the county of Pontiac.

District of Montreal.—Mr. Alexander Donald Fraser, grocer, of the city of Montreal.

District de Bedford.—MM. Robert Allen, cultivateur, de Adamsville; Merritt Stevens, marchand, de East Farnham; Rosmond Ladd, gentilhomme, de West Brome; Thomas Miller, cultivateur, de West Bolton; Loren Phelps, constructeur de moulins, de Eastman; George Jewett, cultivateur, de Vale Perkins; Charles Griggs, propriétaire de moulin, et Stephen Bressée, cultivateur, de Sutton; John Draper, cultivateur, de Sutton Junction; Henry Ernest William, cultivateur, et Austin Pettes, marchand, de Knowlton, et Charles Greene, gentilhomme, de South Bolton. 3027

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nominations de commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur, par un ordre en conseil, en date du 14 septembre courant, 1903, de faire les nominations suivantes, savoir :

Commissaires d'écoles.

Berthier : Saint-Barthely—Joseph Turcotte, en remplacement de Rémi Gervais, dont le terme d'office est expiré.

Charlevoix : Callières—Grégoire Savard.

Lac Saint-Jean : Lac des Commissaires—Julien Bouchard, Alexandre Laporte, Napoléon Cadoret, Louis Paquet et Charles Rousseau. Municipalité nouvelle.

Matane : Sainte-Angèle de Mérici—Pierre Rouselle, en remplacement de Philadelphie Pelletier, dont le terme d'office est expiré.

Matane : Saint-Léon le Grand—Louis Lefrançois, Louis Girard, François-Xavier Brassard, Pierre Lavoie et Désiré Lamontagne. Municipalité nouvelle. 3059

Proclamations

MINTO.

[L.S.]

CANADA.

EDOUARD SEPT, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT :

PROCLAMATION.

E. L. NEWCOMBE, } ATTENDU qu'il a plu
Sous-ministre de la } au Dieu-Tout-Puissant,
Justice, Canada. } dans sa bonté extrême,
d'accorder au Canada cette année une abondante
moisson et d'autres bienfaits,—

En conséquence, Nous avons cru que ces bienfaits que partage Notre population tout entière, doivent être reconnus d'une manière solennelle et publique ; et Nous avons fixé, et fixons par les présentes, par et de l'avis de Notre Conseil privé du Canada, jeudi, le quinzième jour d'octobre prochain, comme jour d'actions de grâces pour remercier le Dieu Tout-Puissant de l'abondante moisson et des autres bienfaits qu'il Lui a plu d'accorder au Canada durant la présente année. Et Nous invitons tous Nos bien-aimés sujets du Canada d'observer le dit jour comme jour d'actions de grâces.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN, Notre Très fidèle et Bien-aimé Cousin et Conseiller le Très-honorable Sir GILBERT JOHN ELLIOT, Comte de Minto et Vicomte Melgund de Melgund, comté de Forfar, dans la pairie du Royaume-Uni, Baron Minto de

District of Bedford.—Messrs. Robert A farmer, of Adamsville; Merritt Stevens, merchant, of East Farnham; Rosmond Ladd, gentleman, of West Brome; Thomas Miller, farmer, of West Bolton; Loren Phelps, mill builder, of Eastman; George Jewett, farmer, of Vale Perkins; Charles Griggs, mill owner, and Stephen Bressée, farmer, of Sutton; Jehn Draper, farmer, of Sutton Junction; Henry Ernest William, farmer, and Austin Pettes, merchant, of Knowlton, and Charles Greene, gentleman, of South Bolton. 3028

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointments of school commissioners.

His Honor the Administrator has been pleased, by order in council, dated the 14th of September, 1903, to make the following appointments, to wit :

School Commissioners.

Berthier : Saint Barthelemy—Joseph Turcotte, to replace Remi Gervais, whose term of office has expired.

Charlevoix : Callières—Grégoire Savard.

Lake Saint John : Commissioners Lake—Julien Bouchard, Alexandre Laporte, Napoléon Cadoret, Louis Paquet and Charles Rousseau. New municipality.

Matane : Sainte Angèle de Merici—Pierre Rouselle, to replace Philadelphie Pelletier, whose term of office has expired.

Matane : Saint Leo the Great—Louis Lefrançois, Louis Girard, François Xavier Brassard, Pierre Lavoie and Désiré Lamontagne.—New municipality. 3060

Proclamations

MINTO.

[L. S.]

CANADA.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come, or whom the same may in anywise concern,—GREETING :

A PROCLAMATION.

E. L. NEWCOMBE, } WHEREAS it
Deputy of the Minister of } has pleased
Justice, Canada. } Almighty God, in
His Great Goodness to vouchsafe this year unto Our Dominion of Canada, a bountiful harvest and other blessings,—

We, therefore, considering that these blessings enjoyed by Our people throughout the said Dominion do call for a solemn and public acknowledgment, have thought fit, by and with the advice of Our Privy Council for Canada, to appoint, and We do appoint Thursday, the fifteenth day of October next, as a day of General Thanksgiving to Almighty God for the bountiful harvest and other blessings with which Canada has been favoured this year ; and We do invite all Our loving subjects throughout Canada to observe the said day as a day of General Thanksgiving.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Right Well-beloved Cousin and Councillor the Right Honourable Sir GILBERT JOHN ELLIOT, Earl of Minto and Viscount Melgund of Melgund, County of Forfar, in the Peerage of

Minto, comté de Roxburgh, dans la pairie de la Grande-Bretagne, Baronnet de la Nouvelle-Ecosse, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre Très-distingué de Saint-Michel et Saint-George, etc., etc., Gouverneur Général du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité d'OTTAWA, ce PREMIER jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent trois, et de Notre Règne la troisième.

Par ordre,

P. PELLETIER,

2961.2 Sous-Secrétaire d'Etat suppléant.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

L. N. CASALTY.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le PREMIER jour d'OCTOBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le PREMIER jour du mois d'OCTOBRE, mil neuf cent trois, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le NEUVIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS NAPOLEON CASALTY, Chevalier, Administrateur du gouvernement de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce QUINZIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et dans la troisième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.
Québec.

2837

the United Kingdom, Baron Minto of Minto, County of Roxburgh, in the Peerage of Great Britain, Baronet of Nova Scotia, Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, &c., &c., Governor General of Canada.

At Our Government House, in Our City of OTTAWA, this FIRST day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and three, and in the third year of Our Reign.

By Command,

P. PELLETIER,

2962 Acting Under-Secretary of State.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

L. N. CASALTY.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the FIRST day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and three, you and each of you.—GREETING.

ROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the FIRST day of the month of OCTOBER, one thousand nine hundred and three, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the NINTH day of the month of NOVEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS NAPOLEON CASALTY, Knight, Administrator of the Government of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this FIFTEENTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and three, and in the third year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Crown in Chancery.
Québec.

2838

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du dix-neuvième jour de septembre 1903, incorporant MM. Joseph St. Hilaire, tailleur, Alphonse St. Hilaire, comptable, Lévi Edouard Cantin, agent d'assurances, Edouard Roberge, maître de poste, Arthur Laperrière, sellier, Joseph Philippe Kiely, horloger, Philippe Paquet, menuisier, William James Kiely, commis, Eustache Lamontagne, gérant, Oscar Guay, manufacturier, Raoul Demers, étudiant en loi, Roch Boucher, journalier, Pierre Lemelin, ouvrier, tous de Saint-Romuald, et Jean Baptiste Martel, commis, de la cité de Québec, pour les fins suivantes, savoir : pour former un orchestre, donner des concerts, acquérir tous instruments de musique, compositions de musique, etc., nécessaires à cette fin ; acquérir toutes choses nécessaires pour tenir une salle d'amusements, billards, etc., manufacturer et vendre des instruments de musique, ou tous autres commerces jugés nécessaires pour les fins de l'association, sous le nom de "Association Paquet," avec un fonds social de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt et unième jour de septembre 1903.

AMD. ROBITAILLE,

3041 Secrétaire de la province.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 23 septembre 1903.

Ce département a reçu du bureau colonial une copie d'une circulaire publiée par le bureau de la guerre émise par le commandant en chef, concernant la restitution des bibles de famille perdues par les Boers, "dans laquelle il est dit qu'un grand nombre de Boers, de retour à leurs fermes, trouvèrent que leurs bibles de famille avaient disparues.

"Il paraît que les habitants Boers des colonies sud-africaines attachent beaucoup d'importance à leurs bibles de famille qui souvent renferment des archives de famille assez anciennes et sont même, quelquefois le seul dépôt de ces archives, en conséquence de la destruction inévitable des registres d'église."

Lord Roberts est certain que ceux qui ont en leur possession quelques-unes de ces bibles, les retourneront volontiers lorsqu'ils sauront que ces bibles sont prisées par leurs anciens possesseurs, et il croit inutile de répéter que cette belle action sera hautement appréciée par nos nouveaux co-sujets.

Toute personne, dans Québec, ayant de telles bibles en leur possession, feront une faveur à tous les intéressés en envoyant la bible ou bibles à ce département, pour être transmises aux colonies sud-africaines.

AMD. ROBITAILLE,

3039 Secrétaire de la province.

Québec, 17 septembre 1903.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de Sainte-Monique, comté des Deux Montagnes, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

AMD. ROBITAILLE,

3005.2 Secrétaire de la province.

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of September, 1903, incorporating Messrs. Joseph St. Hilaire, tailor, Alphonse St. Hilaire, accountant, Lévi Edouard Cantin, insurance agent, Edouard Roberge, postmaster, Arthur Laperrière, saddler, Joseph Philippe Kiely, watchmaker, Philippe Paquette, joiner, William James Kiely, clerk, Eustache Lamontagne, manager, Oscar Guay, manufacturer, Raoul Demers, student at law, Koch Boucher, laborer, Pierre Lemelin, workman, all of Saint Romuald, and Jean Baptiste Martel, of the city of Quebec, for the following purposes, namely : to form an orchestra, to give concerts, acquire musical instruments, musical compositions, &c., necessary for such purposes ; to acquire all things necessary to keep a hall for amusements, billiards, &c., to manufacture and sell musical instruments, and any other business deemed necessary for the purposes of the association, by the name of "Association Paquet," with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into five hundred (500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty first day of September, 1903.

AMD. ROBITAILLE,

3042 Provincial Secretary.

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 23rd September, 1903.

This Department is in receipt through the Colonial Office, of a copy of a circular issued from the War Office, by the Commander-in-Chief, relative to the restoration of family Bibles lost by the Boers, "wherein it is stated that a large number of Boer families found on returning to their farms, that their family Bibles had disappeared.

"It appears that the Boer inhabitants of the South African Colonies set great store by their family Bibles, which often contain family records of some antiquity, and even in some cases are the only repository of such records, in consequence of the unavoidable destruction of church registers."

Lord Roberts feels sure that if any persons have in their possession any of those Bibles, they will willingly return them when they learn how they are valued by their former possessors, and he thinks it unnecessary to emphasize how much sure a kindly act would be appreciated by our new fellow subjects.

Any person in Quebec, having such in their possession, will confer a favour on all concerned by sending the Bible or Bibles to this Department, for transmission to South Africa.

AMD. ROBITAILLE,

3040 Provincial Secretary.

Quebec, 17th September, 1902.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by the municipality of Sainte-Monique, county of Two Mountains, to obtain the authorization to publish in the french language only, all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

AMD. ROBITAILLE,

3006 Provincial secretary.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :
Adj. 7367.

Labelle.
Rang "C."

Lot 3, à Louis Champagne.
Lot 4, à Philéas Champagne.

E. E. TACHE,
Sous ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 17 septembre 1903.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait, conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :
Adj. 7368.

DeSalaberry.
2e rang.

Lot 18, à Wilfrid Gauthier.

E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 18 septembre 1903.

3055

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton DeCalonnes.

Lot 6 du S. O., riv. aux Ecorces, à Ls. St Louis.

Lot 6 du N. E., riv. aux Ecorces, à Ls. Lessard.

Canton Watford.

Lot A du 4e rang, à Jonathan Laurison.

Canton Dalmas.

3e rang.

Lots 16 et 17, à A. Rouleau.

Lot 28, à Emerile Cauchon.

Lot 15 du 6e rang, à H. Bouchard et Ls. Tremblay.

Canton LaBarre.

1er rang E.

Lot 26, à Jean Gobeil.

Lot 27, à Alex. Gobeil.

Canton Simard.

Lot 33 du 7e rang, à Ths. Boivin.

Canton Cox.

Lot 1 et $\frac{1}{2}$ O. du lot 2 du 2e rang E. L. P., à Siméon Loisel & Frères.

$\frac{1}{2}$ S. du lot 1 et $\frac{1}{2}$ S. O. du lot 2 du 3e rang E. L. P., à Siméon Loisel & Frères.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice, in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :
Adj. 7367.

Labelle.
Range "C."

Lot 3, to Louis Champagne.
Lot 4, to Philéas Champagne.

E. E. TACHE,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 17th September, 1903.

PROVINCE OF QUEBEC

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :
Adj. 7368.

DeSalaberry.
2nd range.

Lot 18, to Wilfrid Gauthier.

E. E. TACHE,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 18th September, 1903.

3056

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice, in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township DeCalonnes.

Lot 6 of S. W., riv. aux Ecorces, to Ls. St Louis.

Lot 6 of N. E., riv. aux Ecorces, to Ls. Lessard.

Township Watford.

Lot A of 4th range, to Jonathan Laurison.

Township Dalmas.

3rd range.

Lots 16 and 17, to A. Rouleau.

Lot 28, to Emerile Cauchon.

Lot 15 in 6th range, to H. Bouchard and Ls. Tremblay.

Township LaBarre.

1st range E.

Lot 26, to Jean Gobeil.

Lot 27, to Alex. Gobeil.

Township Simard.

Lot 33 of 7th range, to Ths. Boivin.

Township Cox.

Lot 1 and W. $\frac{1}{2}$ of lot 2 of 2nd range E. P. L., to Siméon Loisel & Frères.

S. $\frac{1}{2}$ of lot 1 and S. W. $\frac{1}{2}$ of lot 2 of 3rd range E. P. L., to Siméon Loisel & Frères.

Canton Buckland.

Lot 4 du rang A, N. E., à Jos. Carbonneau.
Le bail de l'île de la grande Mécatina, à capt. A. L. Howard.

E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 26 septembre 1903.

3061

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53. Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, igne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent

Township Buckland.

Lot 4 of range A, N. E., to Jos. Carbonneau.
The lease of the Island of Great Mecatina, to capt. A. L. Howard.

E. E. TACHE,
Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 26th September, 1903.

3062

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof ; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be

être déposés au bureau des bills privés ; et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé ; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bill Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2833

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire tout ce qui peut affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporation existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin,

filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

2834

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Weir, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices ; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer le taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, uivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements."

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales."

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,
2251 Greffier de l'Assemblée Législative.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,
2252 Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

Cour Supérieure.—Beauce.
No 3726.

Pétronille Bourget, de la paroisse de Saint-Victor, Beauce, épouse commune en biens de Ludger Lacombe, du même lieu, commerçant, légalement autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs.

Le dit Ludger Lacombe, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur en cette cause.

LETELLIER & BOUFFARD,
Procureurs de la demanderesse.
Saint-Joseph, 19 septembre 1903. 3031

Province de Québec. }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2364.

Dame Zéluma Leclaire, dûment autorisée, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son époux, Urgèle St-Maurice, de la ville de Lachine, district de Montréal.

DECARIE & DECARY,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 22 septembre 1903. 3067

Miscellaneous Notices

Superior Court.—Beauce.
No. 3726.

Pétronille Bourget, of the parish of Saint Victor, Beauce, wife common as to property of Ludger Lacombe, merchant, of the same place, duly authorized to sue, Plaintiff;

vs.

The said Ludger Lacombe, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant in this cause.

LETELLIER & BOUFFARD,
Attorneys for plaintiff.
Saint Joseph, 19th September, 1903. 3032

Province of Quebec. }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2364.

Dame Zéluma Leclaire, duly authorized, has taken, to day, an action in separation as to property against her husband, Urgèle St-Maurice, of the town of Lachine, district of Montreal.

DECARIE & DECARY,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 22nd September, 1903. 3068

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1175.

Dame Mary Maud Francis, épouse de Albert Henry Ellis, maître plombier, de la cité et du district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit mari.

A. G. CROSS,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 21 septembre 1903. 3045

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No. 229.

Dame Maria Amanda Beaudoin, de la paroisse de Sainte-Adèle, district de Terrebonne, épouse commune en biens de Joseph Louis Aubert, du même endroit, marchand, a, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

PREFONTAINE, ARCHER
PERRON & TASCHEREAU,
Procureurs de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 23 septembre 1903. 3049

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 3490.

Dame Hermine Dagenais, de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, district de Joliette, épouse commune en biens de Emilien Gareau, hôtelier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de corps et de biens contre son dit mari.

PELLETIER & PELLETIER,
Avocats de la demanderesse.
Joliette, 8 septembre 1903. 3033

AVIS.

Dame Vitaline Gauthier, de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, épouse de Philippe Vincent, hôtelier, du même lieu, a, ce jour, poursuivi son dit mari en séparation de corps et de biens, devant la cour supérieure, district de Montréal, sous le No 1065.

V. MARTINEAU,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 5 septembre 1903. 2985.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 988.

Philius Lavoie, tailleur de pierre, de la cité et du district de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de corps et de biens contre Dame Emilie Jubinville, son épouse, du même lieu.

BEAUBIEN & LAMARCHE,
Procureurs du demandeur.
Montréal, 18 août 1903. 2917.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2107.

Dame Rose de Lima Godu, de la ville de Saint-Louis, district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph St Jean, du même lieu, ci-devant employé civil, et maintenant peintre, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de corps et de biens contre son dit mari.

PELLETIER & PELLETIER,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal 3 août 1903. 2791-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1044.

Dame Georgiana Tremblay, dûment autorisée, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son époux, Alfred Bouchard, menuisier, des cité et district de Montréal.

J. A. E. DION,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 2 septembre 1903. 2863.4

Province of Quebec, {
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1175.

Dame Mary Maud Francis, wife of Albert Henry Ellis, of the city and district of Montreal, master plumber, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

A. G. CROSS,
Attorney for plaintiff.
Montreal 21st September, 1903. 3046

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 229.

Dame Marie Amanda Beaudoin, of the parish of Saint Adele, in the district of Terrebonne, wife common as to property of Joseph Louis Aubert, of the same place, merchant, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

PREFONTAINE, ARCHER,
PERRON & TASCHEREAU,
Attorneys for plaintiff.
Sainte Scholastique, 23rd September, 1903. 3050

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 3490.

Dame Hermine Dagenais, of the parish of Saint Henri de Mascouche, district of Joliette, wife common as to property of Emilien Gareau, hotelkeeper, of the same place, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action in separation as to bed and board against her said husband.

PELLETIER & PELLETIER,
Attorneys for plaintiff.
Joliette, 8th September, 1903. 3034

NOTICE.

Dame Vitaline Gauthier, of the city of Saint Henry, district of Montreal, wife of Philippe Vincent, hotel-keeper, of the same place, has, this day, sued her said husband in separation from bed and board, before the superior court of the district of Montreal, under No. 1065.

V. MARTINEAU,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 5th September, 1903. 2986

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 988.

Philius Lavoie, of the city and district of Montreal, stone cutter, has, this day, instituted an action in separation as to bed and board against Dame Emilie Jubinville, his wife, of the same place.

BEAUBIEN & LAMARCHE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 18th August, 1903. 2918

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2107.

Dame Rose de Lima Godu, of the town of Saint Louis, in the district of Montreal, wife common as to property of Joseph St. Jean, of the same place, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action in separation from bed and board against her said husband.

PELLETIER & PELLETIER,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 3rd August, 1903. 2792

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1044.

Dame Georgiana Tremblay, duly authorized, has taken, to-day, an action in separation as to property against her husband, Alfred Bouchard, joiner, of the city and district of Montreal.

J. A. E. DION,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 2nd September, 1903. 2864

Province de Québec, }
 District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
 No 4475.

Dame Virginie Brunelle, épouse de Napoléon Benoit, cultivateur, de la paroisse de Saint-Antoine de La Baie du Febvre, dans le district de Richelieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

JULES ALLARD,
 Procureur de la demanderesse.
 Sorel, 11 septembre 1903. 2965-2

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 No 2306.

Dame Emma Chenevert, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Zénon Bonin, marchand tailleur, du même lieu, dûment autorisée à l'effet des présentes,
 Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Zénon Bonin, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse contre le défendeur.

LAVALLEE, LAVALLEE &
 LAVALLEE,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 12 septembre 1903. 2971.2

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.
 No 977.

Rachel Roy, épouse commune en biens de Louis Tremblay, cultivateur, du village de Roberval, dûment autorisée aux fins des présentes,
 Demanderesse ;

vs

Louis Tremblay, du village de Roberval, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le troisième jour de mars 1903.

GUSTAVE PERRAULT,
 Procureur de la demanderesse.
 2987.2

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
 No 176.

Dame Louise Lallier, épouse commune en biens de Jean Provençal, de la paroisse de Notre Dame de Lourdes, dans le comté de Mégantic, dûment autorisée à ester en justice, en vertu d'un jugement de la cour,
 Demanderesse ;

vs

Le dit Jean Provençal, du même lieu, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le quatrième jour de septembre 1903.

J. E. METHOT,
 Procureur de la demanderesse.
 Arthabaska, 1er septembre 1903. 2967-2

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2184.

Dame Fanny Herschoren, épouse commune en biens de David Lessor, marchand, tous deux des cité et district de Montréal, a intenté une action en séparation de biens contre son mari.

A. S. DEGUIRE,
 Procureur de la demanderesse.
 Montréal, 2 septembre 1903. 2865-4

Province of Quebec, }
 District of Richelieu. } *Superior Court.*
 No. 4475.

Dame Virginie Brunelle, wife of Napoléon Benoit, of the parish of Saint Antoine de La Baie du Febvre, in the district of Richelieu, farmer, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

JULES ALLARD,
 Attorney for plaintiff.
 Sorel, 11th September, 1903. 2966

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2306.

Dame Emma Chenevert, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Zénon Bonin, merchant tailor, of the same place, duly authorized for the purpose hereof,
 Plaintiff ;

vs

The said Joseph Zénon Bonin, Defendant.
 An action in separation as to property has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

LAVALLEE, LAVALLEE &
 LAVALLEE,
 Attorneys for the plaintiff.
 Montreal, 12th September, 1903. 2972

Superior Court.—District of Chicoutimi.
 No. 977.

Rachel Roy, wife common as to property of Louis Tremblay, farmer, of the village of Roberval, duly authorized for the purposes hereof,
 Plaintiff ;

vs

Louis Tremblay, of the village of Roberval, Defendant.
 An action for separation of property has been instituted in this cause, on the third day of March, 1903.

GUSTAVE PERRAULT,
 Attorney for plaintiff.
 2988

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*
 No. 176.

Dame Louise Lallier, wife common as to property of Jean Provençal, of the parish of Notre Dame de Lourdes, in the county of Megantic, duly authorized to appear in judicial proceedings, in virtue of a judgment of the court,
 Plaintiff ;

vs

The said Jean Provençal, of the same place, Defendant.
 An action for separation of property has been, on the fourth day of September, 1903, instituted in this cause.

J. E. METHOT,
 Attorney for plaintiff.
 Arthabaska, 1st September, 1903. 2968

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2184.

Dame Fanny Herschoren, wife common as to property of David Lessor, merchant, both of the city and district of Montreal, has sued her said husband in separation as to property.

A. S. DEGUIRE,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 2nd September, 1903. 2866

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Terrebonne } *Cour Supérieure*
Dans l'affaire de Albertine Leclerc, faisant affaires
sous les nom et raison sociale de J. B. I. Préfontaine
& Cie, Sainte-Adèle, P. Q. Failli.
Avis public est par le présent donné qu'un premier
et dernier bordereau de dividende a été préparé
dans cette affaire, et sera payable le 5 octobre
1903.

Toute contestation du dit bordereau devra être
produite avant cette date.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Curateurs-conjoints.

41, Edifice des Tramways.
Montréal, 19 septembre 1903. 2995

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*
Dans l'affaire de J. T. Paradis, Sainte-Anne de la
Pérade, Failli.
Avis public est par le présent donné que, par
jugement de la cour, en date du 17 septembre 1903,
nous avons été nommés curateurs aux biens du
dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le
bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à nos
bureaux sous un mois pour être colloquées.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Curateurs conjoints.

41, Bâtisse des Tramways.
Montréal, 26 septembre 1903. 3029

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*
Dans l'affaire de Wilbrez Ferron, voiturier, Saint-
Boniface de Shawenegan, Failli.
Avis est par le présent donné que le 18 septembre
1903, par une ordonnance de la cour, nous, les
soussignés, avons été nommés curateurs aux biens
du dit failli, qui en a fait cession pour le bénéfice
de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent nous être
parvenues dans les trente jours de cet avis.

DAMPHOUSE & PAGÉ,
Curateurs.

Grand'Mère, 19 septembre 1903. 3025

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No 139.

Dans l'affaire de Charles H. Bessette, Insolvable ;
et

A. F. Gervais, Curateur.

Un premier et dernier bordereau de dividende est
préparé en cette affaire, et sera payable au bureau
du soussigné, rue Richelieu, dans la ville de Saint-
Jean, dit district, le douzième jour d'octobre pro-
chain.

A. F. GERVAIS,
Curateur.

Saint-Jean, 23 septembre 1903. 3063

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Léon Jasmin, Montréal, Insolvable.

Un premier dividende a été préparé et sera pay-
able à notre bureau le ou après le 12 octobre 1903.

Toute contestation de tel dividende doit être
déposée entre nos mains avant la date ci-haut men-
tionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 26 septembre 1903. 3043

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
In the matter of Albertine Leclerc, doing business
under the name and style of J. B. I. Préfontaine
& Co., Sainte Adèle, P. Q., Insolvent.
Public notice is hereby given that a first and
final dividend sheet is prepared in this matter, and
will be payable at our office, on the 5th October,
1903.

Any opposition to the said dividend must be filed
before this date.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Joint curators.

41, Montreal Street Railway Building.
Montreal, 19th September, 1903. 2996

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court*
In the matter of J. T. Paradis, Sainte Anne de la
Pérade, Insolvent.

Public notice is hereby given that, by judgment of
the court, dated the 17th September, 1903, we were
appointed curators to the estate of the above named
insolvent, who has made a judicial abandonment of
his property for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our offices within a
month to be collocated.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Joint curators.

41, Street Railway Building.
Montreal, 26th September, 1903. 3030

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
In the matter of Wilbrez Ferron, carriage-maker,
Saint Boniface de Shawenegan, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 18th Septem-
ber, 1903, by an order of the court, the under-
signed were appointed curators to the property of
the said insolvent, abandoned by him, for the ben-
efit of his creditors.

Sworn claims must be filed with us within thirty
days from this notice.

DAMPHOUSE & PAGE,
Curators.

Grand'Mère, 19th September, 1903. 3026

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 139.

In the matter of Charles H. Bessette, Insolvent ;
and

A. F. Gervais, Curator.

A first and final dividend has been prepared in
this matter, and will be payable at the office of the
undersigned, Richelieu street, in the town of Saint
Johns, in the said district, on the twelfth day of
October next.

A. F. GERVAIS,
Curator.

Saint Johns, 23rd September, 1903. 3064

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Léon Jasmin, Montreal, Insolvent.

A first dividend has been prepared and will be
payable at our office on or after 12th October, 1903.

Any contestation of such dividend must be
deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 26th September, 1903. 3044

Province de Québec, }
District of Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 80.

In re Charles Fortier, épiciier, des cité et district de
Montréal, Débiteur insolvable ;
et
Leopold Larue, négociant en gros, des cité et district
de Montréal, Créancier requérant.

Avis est par les présentes donné que le dit débi-
teur insolvable a fait, ce jour, un abandon judi-
ciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créan-
ciers, au bureau du protonotaire de la cour supé-
rieure pour le district de Montréal, à Montréal, dit
district.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub-gardiens provisoires.

180, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 18 septembre 1903. 3035

Canada,
Province de Québec, }
District de St-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*

In re Pagnuelo Frères, Saint-Hyacinthe, P. Q.,
Insolvables.

Avis vous est donné que le 23e jour de septem-
bre 1903, par un ordre de la cour, nous avons été
nommés curateurs conjoints à la succession des sus-
nommés, qui ont fait une cession judiciaire de tous
leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créan-
ciers.

Les réclamations doivent être filées à notre
bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 26 septembre 1903. 3065

Vente de Faillite

AVIS DE FAILLITE.

In re J. Adélar Lacerte, marchand général, Saint-
Sévère, P. Q.

Les soussignés vendront à l'encan public, au plus
offrant et dernier enchérisseur, SAMEDI, le 10
OCTOBRE 1903, à 10 heures A. M., à la porte de
l'église de Saint-Sévère, l'immeuble suivant :

Un emplacement situé dans le village de la pa-
roisse de Saint-Sévère, du contenu de cinquante-
quatre pieds de largeur sur un arpent et demi de
profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure ;
tenant en front au chemin public, en profondeur et
du côté nord à Carolus Lamy, et du côté sud à Sé-
vère Lamy—avec maison et autres bâtisses dessus
érigées, et connu et désigné comme faisant partie
du lot vingt et un, aux plan et livre de renvoi offi-
ciels du cadastre pour la dite paroisse de Saint-
Sévère.

Pour information ou cahier des charges, s'adres-
ser à

GAGNON & CARON,
Curateurs conjoints.

41, Edifice des Tramways, Montréal.

JOHN RYAN,
Encanteur. 3047

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 80.

In re Charles Fortier, grocer, of the city and dis-
trict of Montreal, Insolvent debtor ;
and
Leopold Larue, wholesale grocer, of the city and
district of Montreal, Petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said insolvent
debtor has, this day, made a judicial abandonment
of his property for the benefit of his creditors, at
the office of the prothonotary of the superior court
for the district of Montreal, at Montreal, said dis-
trict.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub provisional guardians.

180, Saint James street, Montreal.
Montreal, 18th September, 1903. 3036

Canada,
Province of Quebec, }
District of St. Hyacinth. } *Superior Court.*

In re Pagnuelo Bros, Saint Hyacinth, P. Q.,
Insolvents.

Notice is hereby given that on the 23rd day of
September, 1903, by order of the court, we were ap-
pointed joint curators to the estate of the above
named, who have made a judicial abandonment of all
their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at our office within one
month.

A. L. KENT
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 26th September, 1903. 3066

Insolvent's Sale

INSOLVENT NOTICE.

In re J. Adélar Lacerte, general merchant, Saint
Sévère, P. Q.

The undersigned will sell by public auction, to
the last and highest bidder, on SATURDAY, the
10th of OCTOBER, 1903, at 10 o'clock A. M., at
the church door of Saint Sévère, the following lot :

A lot situate in the village of the parish of Saint
Sévère, containing fifty four feet in width by one
arpent and a half in depth, more or less, without
warranty of measure ; bounded in front by the
public road, in rear and on the north side by Caro-
lus Lamy, and on the south side by Sévère Lamy—
with house and other buildings thereon erected, and
being known and described as forming part of lot
twenty one, on the official plan and book of refer-
ence of the cadastre for the said parish of Saint
Sévère.

For information or list of charges, apply to

GAGNON & CARON,
Joint curators.

41, Street Railway Building, Montreal.

JOHN RYAN,
Auctioneer. 3048

Règles de Cour

Province de Québec, } Cour de Circuit pour le dis-
District de Montréal. } trict de Montréal.
No 7489.

Le 15e jour de septembre 1903.

Présent : L'honorable M. le juge PURCELL.
E. Champagne, Demandeur :
vs
A. Paquin, Défendeur ;
et
G. Lauzon, Tiers saisi ;
et

Le dit G. Lauzon, Opposant.

La cour ordonne que, par un avis dans les langues française et anglaise, à être publié deux fois dans la Gazette Officielle de Québec, les créanciers du dit A. Paquin, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelées à les produire en cette cause, au bureau du greffier de cette cour, à Montréal, dans les quinze jours de la date de la première insertion de tel avis, dans la dite gazette, accompagnées d'un état ou compte assermenté en conformité à l'articles 673 du code de procédure civile.

(Par ordre),

J. CARTIER,
Député G. C. C.

3001 2

Canada, }
Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Saint-François. }

Sherbrooke, 15ième jour de septembre 1903.

Présent :—Sa Seigneurie M. le juge White.

Hugh C. Rabbidge, de la cité de Londres, dans cette partie de la Grande Bretagne et d'Irlande, appelée Angleterre, comptable licencié, en sa qualité de liquidateur nommé pour la liquidation de la Dominion Carpet Company, Limited, corps politique et incorporé, dûment incorporé sous l'acte des compagnies anglaises de 1862 à 1898, ayant son bureau principal dans la cité de Londres susdit, et ayant son établissement industriel et sa place d'affaires pour le Canada, dans la cité de Sherbrooke, dit district de Saint-François;

Requérant ;

et

La dite Dominion Carpet Company, Limited,
En liquidation ;

et

John J. Griffith, de la cité de Sherbrooke, comptable, Liquidateur.

La cour, ayant entendu le liquidateur par conseil sur sa requête, demandant qu'un délai soit fixé durant lequel les créanciers et autres ayant des réclamations contre la compagnie insolvable "The Dominion Carpet Company", pourront produire leurs dites réclamations entre les mains du liquidateur.

Accorde la dite requête et ordonne que les créanciers et autres, ayant des réclamations contre la dite compagnie, de produire leurs dites réclamations entre les mains du liquidateur, le ou avant le quatorzième jour de novembre prochain ; les dits créanciers et autres devant être notifiés de cet avis sous un mois de cette date, par deux insertions dans la Gazette Officielle de Québec, et deux insertions dans le Sherbrooke Daily Record.

Vraie copie,

P. HACKETT,
Dép. P. C. S.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,
3009.2 Procureurs du liquidateur.

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Rules of Court

Province of Quebec, } Circuit Court for the dis-
District of Montreal. } trict of Montreal.
No. 7489.

The 15th day of September, 1903.

Present : The Honorable Mr. Justice PURCELL.
E. Champagne, Plaintiff ;
vs
A. Paquin, Defendant ;
and
G. Lauzon, Tiers-saisi ;
and

The said G. Lauzon, Opposant.

The court doth order that, by a notice in the french and english languages to be inserted twice in the Quebec Official Gazette, the creditors of the said A. Paquin, the defendant in this cause, who have not already fyled their claims, be now called upon to fyle them in this cause, in the office of the clerk in this court, at Montreal, within fifteen days of the date of the first insertion of such notice, in the said gazette, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with article 673 of the code of civil procedure.

(By order),

J. CARTIER,
Deputy C. C. C.

3002

Canada, }
Province of Quebec, } In the Superior Court.
District of Saint-François. }

Sherbrooke, the 15th day of September, 1903.

Present : His Lordship Mr. Justice White.

Hugh C. Rabbidge, of the city of London, in that part of Great Britain and Ireland, called England, chartered accountant, in his quality of liquidator appointed there to wind up the Dominion Carpet Company, Limited, a body politic and corporate, duly incorporated under the english companies act 1862 to 1898, having its head office at the city of London aforesaid, and having its manufacturing establishment and place of business for Canada, at the city of Sherbrooke, in said district of Saint Francis,

Petitioner ;

and

The said The Dominion Carpet Company, Limited,
In liquidation ;

and

John J. Griffith, of the city of Sherbrooke, accountant, Liquidator.

The court, having heard the liquidator by counsel on his motion, asking that a delay be fixed within which the creditors and others who have claims against the insolvent company The Dominion Carpet Company, may fyle their said claims with the liquidator.

Doth grant said motion and doth order the creditors and others, who have claims against the said company, to fyle their said claims with the liquidator on or before the fourteenth day of November next, said creditors and others to be notified of this order within one month from this date, by two insertions in the Quebec Official Gazette, and two insertions in the Sherbrooke Daily Record.

A true copy,

P. HACKETT,
Dep. P. S.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,
3010 Attorneys for the liquidator.

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **CYRILLE H. CHAMPAGNE**, notaire, du No 2346. } **PAGNE**, notaire, du village de Saint-Eustache, dans le district de Terrebonne, Demandeur ; contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée "A," annexée au bref en cette cause de **HECTOR CHAMPAGNE**, du même lieu, Défendeur, maintenant entre les mains de Joseph E. Parent, commis, de Montréal, dûment nommé curateur au délaissement fait par le dit défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur et en la possession du dit curateur, les immeubles suivants, savoir :

Trois lots de terre ou emplacements situés dans la municipalité de la ville d'Outremont, paroisse du Saint-Enfant Jésus, sur l'alignement de la rue Querbes avenue, connus et désignés sous les numéros trois cent sept, trois cent huit et trois cent neuf (307, 308, et 309), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la subdivision du numéro officiel trente-trois (33), de la paroisse de Montréal, contenant trente pieds de front chacun par quatre-vingts pieds de profondeur, plus ou moins (30 x 80), mesure anglaise—avec toutes les bâtisses érigées sur ces dits lots ou emplacements.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Montréal, 23 septembre 1903. 3053
[Première publication, 26 septembre 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LA VILLE D'OUTREMONT**, No 8155. } **MONT**, corps politique dûment incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la ville d'Outremont, district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **ALPHONSE DEMERS** et **CLEOPHAS BRUNET**, tous deux de Montréal, marchands-ferblantiers, et y ayant fait affaires en société comme tels sous le nom de "Drapeau, Savignac & Cie," Défendeurs.

Un lot de terre situé dans la ville d'Outremont, comté d'Hochelaga, district de Montréal—avec circonstances et dépendances ; borné en front par la rue Edouard-Charles, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le No 35, de la subdivision officielle d'une partie du No 1, de la subdivision du terrain connu et désigné sous le No 32, des susdits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 23 septembre 1903. 3051
[Première publication, 26 septembre 1903.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS

Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } **DAME LUCIANA JACQUES** No 3300. } **ET VIR** ; contre **ARTHUR BLAIS**, à savoir :

Partie du lot No 663 (six cent soixante et trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, mesurant dix-huit pieds

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montréal, to wit : } **CYRILLE H. CHAMPAGNE**, No. 2346. } **notary of the village of Saint Eustache, in the district of Terrebonne, Plaintiff ;** against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked "A," annexed to the writ in this cause of **HECTOR CHAMPAGNE**, of the same place, Defendant, and now in the hands of Joseph E. Parent, clerk, of Montreal, duly appointed curator to the surrender made by the said defendant.

Seized as belonging to the said defendant and in the possession of the said curator, the following immovables, to wit :

Three lots or parcels of land situate in the municipality of the town of Outremont, parish of Saint-Enfant Jésus, on the alignment of Querbes avenue, known and described as numbers three hundred and seven, three hundred and eight and three hundred and nine (307, 308 and 309), on the official plan and book of reference of the subdivision of the official number thirty three (33), of the parish of Montreal, containing each thirty feet in front by eighty feet in depth (30 x 80), more or less, english measure—with all the buildings erected on the said lots or parcels of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montréal, 23rd September, 1903. 3054
[First published, 26th September, 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : } **THE TOWN OF OUTREMONT**, No. 8155. } **MONT**, a body corporate, having its chief office and place of business in the town of Outremont, district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **ALPHONSE DEMERS** and **CLEOPHAS BRUNET**, both of Montreal, traders tinsmiths, and as such having carried on business there under the style and firm of "Drapeau, Savignac & Co," Defendants.

A lot of land situate in the town of Outremont, county of Hochelaga, district of Montreal—with circumstances and dependencies ; bounded in front by Edouard Charles street, known and described on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as No. 35, of the official subdivision of a part of No. 1, of the subdivision of the lot known and described as No. 32, of the said official plan and book of reference.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of OCTOBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montréal, 23rd September, 1903. 3052
[First published, 26th September, 1903.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec Circuit.

Québec, to wit : } **DAME LUCIANA JACQUES** No. 3300. } **ET VIR** ; against **ARTHUR BLAIS**, to wit :

Part of lot No. 663 (six hundred and sixty three), of the official cadastre of the parish of Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, measuring eighteen

de largeur sur environ quarante pieds de profondeur ; bornée au nord au chemin public, au sud et à l'est par Dame veuve Léon Racine, et à l'ouest par Pierre Falardeau, étant un emplacement situé sur le chemin public, rang Grand Saint-Antoine—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, comté de Québec, le TRENTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 24 septembre 1903. [Première publication, 26 septembre 1903.]

FIERI FACIAS.

Circuit de Quebec

Québec, à savoir : } L'HOPITAL GENERAL DE No 2688. } L'QUEBEC ; contre DAME CAROLINE BORNAIS, veuve de Charles Roy, à savoir :

Le côté sud-ouest du lot No 1337 (mille trois cent trente sept), du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un lot de terre situé sur la rue Nelson, mesurant environ vingt et un pieds et quatre pouces de front ; borné au sud-est par le lot No 1336, au nord-est à la profondeur du dit lot No 1337, au nord-ouest par l'autre partie du dit lot No 1337—avec les bâtisses dessus construites—circonstances et dépendances. Sujet à une rente constituée de de \$3.00, payable à la communauté des religieuses de l'Hôpital Général de Québec, le 29 septembre.

Pour être vendu à mon bureau, à Québec, le NEUVIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

J. B. AMYOT,

Bureau du shérif, Québec, 3 septembre 1903. [Première publication, 5 septembre 1903.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } MARIE HAMEL, veuve de No 2182. } M. Wilfrid Huard ; contre Théodule Carrier, à savoir :

Le lot No 217 (deux cent dix-sept), du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, de la ville de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Chabot—avec les bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière annuelle de \$10.00, payable le premier novembre à Louis Edouard Couture.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, comté de Lévis, le DEUXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du Shérif, Québec, 27 août 1903. [Première publication, 29 août 1903.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } LE CREDIT FONCIER No 2433. } L'FRANCO CANADIEN ; contre DAME MARIE VEZINA ET VIR, à savoir :

La moitié nord-est du lot No 680 (six cent quatre-vingts) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Hamel, aujourd'hui rue Chateauguay—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$5.00, payable le 29 septembre au Crédit Foncier Franco Canadien.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le PREMIER jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du Shérif, Québec, 27 août 1903. [Première publication, 29 août 1903.]

feet in width by about forty feet in depth ; bounded on the north by the public road, on the south and east by Mrs. widow Leon Racine, and on the west by Pierre Falardeau, being a lot situate on the public road range Grand Saint Antoine—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec, the THIRTIETH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS LANGELIER,

Sheriff's Office, Québec, 24th September, 1903. [First published, 26th September, 1903.]

FIERI FACIAS

Quebec Circuit.

Quebec, to wit : } L'HOPITAL GENERAL DE No. 2688. } L'QUEBEC ; against DAME CAROLINE BORNAIS, widow of Charles Roy, to wit :

The south west side of lot No. 1337 (one thousand three hundred and thirty seven), of the official cadastre for Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, being a lot of land situate on Nelson street, measuring about twenty one feet four inches in front ; bounded on the south east by lot No. 1336, on the north east by the depth of the said lot No. 1337, on the north west by the other part of the said lot 1337—with the buildings thereon erected—circumstances and dependencies. Subject to a constituted rent of \$3.00, payable on the 29th of September to the Community of Nuns of the General Hospital of Quebec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the NINTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office, Québec, 3rd September 1903. [First published, 5th September, 1903.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } MARIE HAMEL, widow of No. 2182. } M. Wilfrid Huard ; against THEODULE CARRIER, to wit :

Lot No. 217 (two hundred and seventeen), of the official cadastre of Notre Dame ward, of the town of Levis, being a land situated on Chabot street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a yearly ground rent of \$10.00, payable on the first of November to Louis Edouard Couture.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame de la Victoire, in the county of Levis, on the SECOND day of OCTOBER next at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's Office, Québec, 27th August, 1903. [First published, 29th August, 1903.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } LE CREDIT FONCIER No 2433. } L'FRANCO CANADIEN ; against DAME MARIE VEZINA ET VIR, to wit :

The north east half of lot No. 680 (six hundred and eighty), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Québec, being a lot situate on Hamel (now Chateauguay) street—circumstances and dependencies. Subject to a yearly rent of \$5.00, payable on the 29th of September to the Credit Foncier Franco-Canadien.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the FIRST day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's Office, Québec, 27th August, 1903. [First published, 29th August, 1903.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } JOSEPH ROSAIRE MORIS-
No 555. } SETTE; contre CYRILLE
PICHER, à savoir :

La partie du No 217 (deux cent dix-sept), du cadastre officiel de la paroisse de Portneuf, comté de Portneuf, étant un emplacement situé au deuxième rang de la dite paroisse; borné au nord par Louis Sanschagrin, au sud par Teddy Ball, au sud-ouest par Wilbrod Marcotte, et au nord-est par la route conduisant au troisième rang—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Portneuf, le PREMIER jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

Bureau du Shérif, MD. BEGIN,
Québec, 27 août 1903. Député Shérif.
[Première publication, 29 août 1903.] 2803.2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } JOSEPH GAGNON; contre
No 218. } PIERRE ROCHETTE ET
AL., à savoir :

Saisis comme appartenant à Pierre Rochette, senior :

Les droits du dit défendeur sur le lot No 501 (cinq cent un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un demi emplacement situé sur la rue Arago, les dits droits à être vendus, consistant en un droit de réméré sur le dit immeuble, que le dit défendeur s'est réservé dans un acte de vente pour une somme de \$350.00, passé à Québec, le 9 mars 1900, devant M^{re} Octave Roy, notaire, en faveur de M^{lle} Anna Tourangeau, le dit réméré devant être exercé dans un délai de cinq années à courir du 9 mars 1900, en remboursant la somme de \$350.00, et intérêt à six pour cent, de la manière et aux conditions stipulées au dit acte—circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière annuelle de \$5.00, payable le 29 septembre aux M^{rs}. Boisseau, de Québec.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le SEIZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, CHS. LANGELIER,
Québec, 10 septembre 1903. Shérif.
[Première publication, 12 septembre 1903.] 2947.2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } JEAN VALLIÈRE ET AL.;
No 2094. } contre LOUIS MAGUIRE,
savoir :

1° Le lot No 672 (six cent soixante et douze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sylvestre, étant une terre située sur le chemin augmentation Saint-Frédéric—circonstances et dépendances.

2° Le lot No 673 (six cent soixante et treize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sylvestre, étant un lot de terre situé sur le chemin augmentation Saint-Frédéric—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Sylvestre, comté de Mégantic, le SEIZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, CHS. LANGELIER,
Québec, 10 septembre 1903. Shérif.
[Première publication, 12 septembre 1903.] 2949.2

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } JOSEPH ROSAIRE MORIS-
No. 555. } SETTE; against CYRILLE
PICHER, to wit :

The part of No. 217 (two hundred and seventeen), of the official cadastral of the parish of Portneuf, county of Portneuf, being a lot situate in the second range of the said parish; bounded on the north by Louis Sanschagrin, on the south by Teddy Ball, on the south west by Wilbrod Marcotte, and on the north east by the road leading to the third range—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Notre-Dame de Portneuf, on the FIRST day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

Sheriff's office, ED. BEGIN,
Québec, 27th August, 1903. Deputy Sheriff.
[First published, 29th August, 1903.] 2804

FIERI FACIAS

Québec, to wit : } JOSEPH GAGNON; against
No. 218. } PIERRE ROCHETTE, ET AL.,
to wit :

Seized as belonging to Pierre Rochette, senior.

The rights of the said defendant on lot No. 501 (five hundred and one), of the official cadastral for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a half lot situate on Arago street, said rights to be sold, consisting of a right of redemption on the said immovable, which the said defendant reserved for himself in a deed of sale for a sum of \$350.00, passed at Quebec, on the 9th of March, 1900, before M^{re} Octave Roy, notary, in favor of Miss Anna Tourangeau, the said redemption to be made within a delay of five years counting from the 9th of March, 1900, by reimbursing the sum of \$350.00, and interest at six per cent, in the manner and on the terms stipulated in the said deed—circumstances and dependencies. Subject to a yearly ground rent of \$5.00, payable on the 29th of September, to the Messrs. Boisseau, of Quebec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SIXTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CHS. LANGELIER,
Québec, 10th September, 1903. Sheriff.
[First published, 12th September, 1903.] 2948

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } JEAN VALLIÈRE ET AL. ;
No. 2094. } against LOUIS MAGUIRE,
to wit :

1. Lot No. 672 (six hundred and seventy two), of the official cadastral of the parish of Saint Sylvestre, being a land situate on the road of the Gore Saint Frederick—circumstances and dependencies.

2. Lot No. 673 (six hundred and seventy three), of the official cadastral of the parish of Saint Sylvestre, being a lot of land situate on the road of the Gore Saint Frederick—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Sylvestre, county of Mégantic, the SIXTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CHS. LANGELIER,
Québec, 10th September, 1903. Sheriff.
[First published, 12th September, 1903.] 2950

*Index de la Gazette Officielle de
Québec, No. 39.*

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1507.

AVIS :—Au sujet de bibles de Boers disparues, 1510.

AVIS DE CANCELLATIONS :—Canton de :—Buckland, 1512 ; Cox, 1511 ; Dalmas, 1511 ; DeCalonnes, 1511 ; DeSalaberry, 1511 ; LaBarre, 1511 ; Labelle, 1511 ; Simard, 1511 ; Watford, 1511.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1513 ; Conseil législatif, 1512.

FAILLIS :—Bessette, 1518 ; Dme Leclerc, 1518 ; Fortier, 1519 ; Jasmin, 1518 ; Lacerte, 1519 ; Pagnuelo Frères, 1519 ; Paradis, 1518 ; Perron, 1518.

LETTRES PATENTES ÉMISSES :—Association Paquet, 1510.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :—Sainte-Monique, comté des Deux-Montagnes, 1510.

NOMINATIONS :—Commissaires d'écoles :—Berthier, 1508 ; Charlevoix, 1508 ; Lac Saint-Jean, 1508 ; Mataue, 1508.

Conseils du Roi :—Sections de Montréal, 1507 ; Québec, 1507 ; Ottawa, 1507.

Juges de paix :—Districts de Bedford, 1508 ; Montréal, 1507.

PROCLAMATIONS :—Convocation des chambres, 1509 ; Jour d'actions de grâces, 1508.

RÈGLES DE COUR :—Champagne vs Paquin, 1520 ; Rabbidge vs The Dominion Carpet Company, 1520.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Beaudoin vs Aubert, 1516 ; Bourget vs Lacombe, 1515 ; Brousseau vs Boucher, 1494 ; Brunelle vs Benoit, 1517 ; Chenevert vs Bonin, 1517 ; Francis vs Ellis, 1516 ; Herschoren vs Lessor, 1517 ; Lallier vs Provençal, 1517 ; Leclair vs St. Maurice, 1515 ; Roy vs Tremblay, 1517 ; Sévigny vs Pelletier, 1494 ; Tremblay vs Bouchard, 1516.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dmes Dagenais vs Gareau, 1516 ; Gauthier vs Vincent, 1516 ; Godu vs St. Jean, 1516 ; Lavoie vs Dme Jubinville, 1516.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

MONTREAL :—Champagne vs Champagne, 1521 ; La ville d'Outremont vs Demers et al, 1521.

QUÉBEC :—Dme Jacques et vir vs Blais, 1521 ; Gagnon vs Rochette et al, 1523 ; L'Hôpital Général de Québec vs Dme Bornais, 1522 ; Dme Hamel vs Carrier, 1522 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Dme Vézina et vir, 1522 ; Morissette vs Picher, 1523 ; Vallière et al vs Maguire, 1523.

QUÉBEC :—Imprimée par CHARLES PAGEAU, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi,

*Index of the Quebec Official
Gazette, No. 39.*

ADVERTISERS :—Notice to :— Respecting notices, &c., 1507.

NOTICES :—Relative to bibles of Boers lost, 1510.

NOTICES OF CANCELLATIONS :—Township of :— Buckland, 1512 ; Cox, 1511 ; Dalmas, 1511 ; DeCalonnes, 1511 ; DeSalaberry, 1511 ; LaBarre, 1511 ; Labelle, 1511 ; Simard, 1511 ; Watford, 1511.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices Respecting the : Legislative Assembly, 1513. Legislative Council, 1512.

INSOLVENTS :—Bessette, 1518 ; Dme Leclerc, 1518 ; Fortier, 1519 ; Jasmin, 1518 ; Lacerte, 1519 ; Pagnuelo Frères, 1519 ; Paradis, 1518 ; Perron, 1518.

LETTERS PATENT ISSUED :—Association Paquet, 1510.

MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :—Sainte Monique, county of Two Mountains, 1510.

APPOINTMENTS :—School commissioners :—Berthier, 1508 ; Charlevoix, 1508 ; Lake Saint John, 1508 ; Mataue, 1508.

King's counsels :—Sections of Montreal, 1507 ; Quebec, 1507 ; Ottawa, 1507.

Justices of the peace :—Districts of Bedford, 1508 ; Montreal, 1507.

PROCLAMATIONS . —Parliament convoked, 1509 ; Thanksgiving day, 1508.

RULES OF COURT :—Champagne vs Paquin, 1520 ; Rabbidge vs The Dominion Carpet Company, 1520.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Beaudoin vs Aubert, 1516 ; Bourget vs Lacombe, 1515 ; Brousseau vs Boucher, 1494 ; Brunelle vs Benoit, 1517 ; Chenevert vs Bonin, 1517 ; Francis vs Ellis, 1516 ; Herschoren vs Lessor, 1517 ; Lallier vs Provençal, 1517 ; Leclair vs St. Maurice, 1515 ; Roy vs Tremblay, 1517 ; Sévigny vs Pelletier, 1494 ; Tremblay vs Bouchard, 1516.

SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—Dmes Dagenais vs Gareau, 1516 ; Gauthier vs Vincent, 1516 ; Godu vs St. Jean, 1516 ; Lavoie vs Dme Jubinville, 1516.

SHERIFFS' SALES :

MONTREAL :—Champagne vs Champagne, 1521 ; La ville d'Outremont vs Demers et al, 1521.

QUÉBEC :—Dme Jacques et vir vs Blais, 1521 ; Gagnon vs Rochette et al, 1523 ; L'Hôpital Général de Québec vs Dme Bornais, 1522 ; Dme Hamel vs Carrier, 1522 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Dme Vézina et vir, 1522 ; Morissette vs Picher, 1523 ; Vallière et al vs Maguire, 1523.

QUÉBEC :—Printed by CHARLES PAGEAU, Printer to His Most Excellent Majesty the King.